

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/174
30 avril 1999

(99-1761)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Recommandation relative à la mise en œuvre des Accords et Décisions de l'OMC concernant les accords commerciaux régionaux

Communication de Hong Kong, Chine

Le Bureau des affaires économiques et commerciales de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 28 avril 1999.

Introduction

1. Le nombre, la portée et le champ des accords commerciaux régionaux se sont accrus rapidement. Le nombre d'accords commerciaux régionaux notifiés au GATT/à l'OMC a dépassé le nombre total des Membres de l'Organisation et atteint 162 en 1998. À l'heure actuelle, la grande majorité des Membres de l'OMC sont parties à ce type d'accords et, très souvent, à plusieurs d'entre eux.
2. Hong Kong, Chine reconnaît pleinement que les accords commerciaux régionaux peuvent encourager une libéralisation des échanges plus poussée et compléter les efforts réalisés au plan multilatéral dans ce sens. Nous reconnaissons également volontiers que nombre de parties à ces accords figurent parmi les partisans les plus convaincus de la libéralisation des échanges multilatéraux, et nous nous en félicitons. Toutefois, de par leur nature, les accords commerciaux régionaux s'écartent du principe fondamental du traitement NPF sur lequel repose le système commercial multilatéral. La prolifération de ce type d'accords suscite par conséquent des préoccupations légitimes en ce qui concerne leurs relations avec l'OMC et leurs incidences pour l'Organisation.
3. Cela fait longtemps que les Membres de l'OMC et, bien entendu, auparavant les parties contractantes au GATT ont reconnu la nécessité d'assurer la compatibilité des accords commerciaux régionaux avec les règles du système commercial multilatéral par le biais de disciplines multilatérales. Les règles pertinentes de l'OMC/du GATT, dont certaines ont été rédigées en 1947, disposent que les accords commerciaux régionaux doivent avoir pour objet de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce d'autres Membres avec ces territoires. Dans la Déclaration ministérielle de Singapour, les Ministres des pays Membres de l'OMC ont réaffirmé la primauté du système commercial multilatéral et leur volonté de faire en sorte que les accords commerciaux régionaux apportent un complément aux règles de ce système et soient compatibles avec elles.

Problème qui se pose

4. Conformément à une décision du Conseil général de février 1996, l'OMC a établi le Comité des accords commerciaux régionaux pour qu'il entreprenne, entre autres choses, deux tâches de grande envergure. La première consiste à procéder à l'examen des différents accords commerciaux régionaux à la lumière des règles et procédures pertinentes de l'OMC et la seconde, à examiner les incidences systémiques de ces accords pour le système commercial multilatéral et formuler des recommandations appropriées à l'intention du Conseil général. Les Ministres, dans la Déclaration ministérielle de Singapour, ont entériné ces travaux et fait observer qu'il était "important d'analyser si le système de droits et obligations de l'OMC, dans la mesure où il se rapporte aux accords commerciaux régionaux, [devait] être encore clarifié".

5. La suite des événements a démontré que ces droits et obligations devaient effectivement être encore clarifiés. À ce jour, plus de trois années se sont écoulées depuis l'établissement du Comité des accords commerciaux régionaux. Le processus d'examen de ces accords n'est achevé pour aucun d'entre eux et les projets de conclusions de nombreux rapports d'examen actuellement à l'étude ressemblent à un inventaire des points de désaccord entre les Membres. Il apparaît clairement que l'évaluation de la conformité des accords commerciaux régionaux avec les règles du système commercial multilatéral est marquée par l'incertitude.

6. Malheureusement, l'examen par le Comité des accords commerciaux régionaux des questions systémiques concernant les règles pertinentes de l'OMC est également dans l'impasse. Les Membres sont loin d'être en mesure de formuler des recommandations appropriées à l'intention du Conseil général. Dans son rapport de 1998 au Conseil général, le Comité a reconnu que les progrès du processus d'examen étaient ralentis, entre autres choses, par l'absence de consensus sur l'interprétation de certains éléments des règles de l'OMC relatifs aux accords commerciaux régionaux. Certaines de ces règles ont été élaborées il y a un demi-siècle et ne sont plus adaptées à la situation actuelle où les accords commerciaux régionaux sont aujourd'hui la norme plutôt que l'exception.

7. Les expressions "l'essentiel des échanges commerciaux" et "couvre un nombre substantiel de secteurs", qui figurent à l'article XXIV du GATT et à l'article V de l'AGCS respectivement, aident à comprendre les difficultés rencontrées. Bien qu'elles visent à énoncer l'une des conditions essentielles que les accords commerciaux régionaux doivent remplir pour satisfaire aux obligations de l'OMC, leur sens est manifestement incertain et n'a pas la précision nécessaire pour constituer la base d'un processus d'examen crédible. De nombreux autres concepts imprécis demandent également à être passés en revue.

8. On aurait tort de penser que l'impasse dans laquelle se trouvent actuellement les choses n'affecte que les intérêts du petit nombre de Membres de l'OMC qui ne sont parties à aucun accord commercial régional. Les parties à ces accords ont elles aussi de bonnes raisons d'être préoccupées. Premièrement, tous les Membres, qu'ils soient ou non parties à des accords commerciaux régionaux, ont véritablement intérêt à maintenir l'intégrité et la primauté du système commercial multilatéral. D'une part, c'est la crédibilité du système fondé sur des règles qui est en jeu et, d'autre part, aucun Membre de l'OMC n'est partie à tous les accords commerciaux régionaux. Une partie à un accord commercial régional peut toujours être pénalisée par d'autres arrangements bilatéraux ou plurilatéraux. Deuxièmement, il est légitime que les parties à des accords commerciaux régionaux ou les pays susceptibles de le devenir sachent quels sont exactement leurs droits et obligations découlant de l'Accord sur l'OMC. Il leur faut également savoir, avec plus de certitude, que les accords commerciaux régionaux qu'ils concluent sont pleinement compatibles avec les règles de l'OMC. Il serait extrêmement fâcheux que cette compatibilité doive être vérifiée *ex post* dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

9. Le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales qui sera lancé à la troisième Conférence ministérielle sera une excellente occasion pour les Ministres de donner l'impulsion nécessaire aux efforts qu'il importe de fournir pour faire disparaître les incertitudes actuelles, ce qui ferait avancer le processus d'examen.

Proposition

10. Compte tenu de ce qui précède, Hong Kong, Chine propose que les recommandations à la troisième Conférence ministérielle concernant le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales comportent ce qui suit:

"Afin de moderniser le cadre juridique des accords commerciaux régionaux, d'offrir une sécurité et une prévisibilité accrues, de maintenir la primauté du système commercial multilatéral, ainsi que de favoriser la complémentarité entre les accords commerciaux régionaux et ledit système, les Ministres conviennent que les règles et décisions actuelles de l'OMC concernant les accords commerciaux régionaux doivent être clarifiées et, s'il y a lieu, renforcées."
